



Agence Française
de Développement
Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

kaléidoscope

Dans ce numéro

DEFIS MONDIAUX

- Puits de carbone
- Assainissement

GEOGRAPHIES

- Guyane
- Maroc

ORGANISATIONS

- IFRS
- Presse Sud

DEBATS SUR L'AIDE ■ The Bottom Billion
■ An Overview of the Main Trends of ODA
Flows ■ European Development Cooperation
to 2010

A NE PAS MANQUER ■ Les multinationales de l'eau et les marchés du Sud : pourquoi Suez a-t-elle quitté Buenos Aires et La Paz ? ■ South Asia Economic Report: Social Sectors in Transition ■ Les frontières chinoises de l'Internet

Editorial

L'aide européenne : la différence

Le Comité d'aide au développement (CAD) vient de procéder à l'examen par les pairs de l'aide européenne.

La Communauté européenne a ceci de particulier qu'en plus d'apporter une aide directe aux pays en développement, elle a un important rôle « fédérateur » par rapport aux autres institutions et aux Etats membres de l'Union européenne (UE).

Elle exerce par ailleurs une fonction de canal d'acheminement de financements des Etats membres aux organisations multilatérales. Elle pourrait à cet égard être amenée à jouer un grand rôle, dans la recherche de solutions aux divers problèmes liés à l'accroissement de l'APD européenne, qui consoliderait sa valeur ajoutée et confirmerait sa spécificité - ce qu'elle souhaite.

Complexité bureaucratique

La coopération européenne pour le développement a évolué à mesure que se construisait l'Europe et qu'étaient conclus accords et conventions, dont l'empilement à travers l'histoire lui a conféré la complexité bureaucratique qu'on lui a souvent reprochée.

Dans le but de consolider le cadre de son action, l'Europe a entrepris de réformer son administration, de regrouper ses ins-

truments financiers (dix contre 35 en 2006 !). Elle devrait continuer à simplifier ce dispositif .

L'UE, très attachée au programme d'appui à l'efficacité de l'aide, devrait continuer à montrer le chemin à suivre pour mettre en œuvre la Déclaration de Paris, et améliorer la qualité de ses programmes d'aide, en ayant un recours plus grand au soutien budgétaire, en réduisant le nombre d'unités parallèles de mise en œuvre des projets, en déliant totalement son aide.

Par ailleurs un programme a été défini pour promouvoir la cohérence des politiques d'aide, visant à concentrer l'aide dans des secteurs ayant des retombées en termes de développement.

Or, la nouveauté vient de ce que l'UE considère de plus en plus son appui au développement comme un instrument de politique extérieure. En témoigne l'adoption en 2005 du Consensus européen pour le développement qui, s'il constitue une indéniable avancée sur le plan stratégique, comporte un certain nombre de défis pointés par le CAD, tel que, notamment, le risque de dilution de l'attention portée... au développement.

Défis mondiaux

Puits de carbone

L'ouvrage

Changement d'usage des terres et politiques climatiques globales

GITZ, V., 2005, 438 p.

Quelle est la place des puits de carbone parmi les solutions visant à réduire les émissions de CO₂ dans l'atmosphère ? Alors qu'aujourd'hui les dernières conclusions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) placent, de manière certaine, l'homme au banc des accusés du réchauffement climatique, la question n'est toujours pas tranchée. Ces dernières années, la croissance des émissions fossiles s'est accélérée de 3,3 % par an en 2005 contre 0,8 % par an entre 1990 et 2000. Cette accélération conduit à relativiser le rôle des émissions de CO₂ imputables à la déforestation tropicale au sein du problème climatique global. Cependant, cette question de la déforestation et celle, plus large, du stockage du carbone seront indiscutablement à l'ordre du jour de l'après-Kyoto, à partir de 2012. Au travers de sa thèse, l'auteur montre que la déforestation tropicale doit trouver sa place au sein des négociations. Les conséquences d'une déforestation non maîtrisée seront majeures pour le climat global. En effet, un écosystème forestier n'est pas seulement un stock de carbone statique mais aussi un processus dynamique qui retire du carbone de l'atmosphère.

Le rapport web

Global and Regional Drivers of Accelerating CO₂ Emissions

Proceedings of the National Academy of Sciences (United States), 2007, 10 p.

Pour réaliser cette étude, les chercheurs ont intégré dans leurs modèles les trois impacts majeurs des forêts sur le climat : leur capacité de stockage du carbone, qui contribue à limiter le réchauffement ; l'évapotranspiration et la forte nébulosité qu'elles produisent et qui contribuent aussi à limiter le réchauffement ; et, enfin, l'énergie solaire qu'elles absorbent en raison de leur couleur noire et qui contribue au contraire à augmenter le réchauffement. En faisant tourner ces trois paramètres, ils parviennent à mon-

trer que l'impact climatique des forêts varie considérablement selon les latitudes. Seules les forêts tropicales ont des effets très bénéfiques contre le réchauffement grâce à la forte nébulosité qu'elles entretiennent et grâce à leur capacité de stockage du carbone. La déforestation dans cette région du monde contribuerait donc à une élévation des températures. « Les forêts tropicales agissent comme un véritable climatiseur de la Terre », souligne Ken Caldeira, un des auteurs de l'étude et climatologue de renom. Mais, l'impact positif des forêts a tendance à s'estomper au fur et à mesure que l'on avance vers les hautes latitudes. Plus on monte vers le nord, plus l'absorption de chaleur par le couvert forestier annule ou dépasse la contribution des forêts tempérées ou boréales contre le réchauffement.

L'article

Rôle des activités humaines dans le bilan de carbone des forêts

Université du Québec à Montréal (Canada), 2007, 2 p.

Dans un article publié dans la revue Nature en juin 2007, des chercheurs européens, canadiens et américains démontrent que le puits de carbone forestier, c'est-à-dire la quantité de CO₂ absorbée par le sol, est largement redevable des activités humaines. Les aménagements forestiers, tels les coupes, tendent à augmenter les émissions de CO₂ dans l'atmosphère. Mais la surprise est de constater que la pollution atmosphérique, par l'émission d'oxydes d'azote et d'ammonium, a l'effet inverse. En effet, les oxydes d'azote et l'ammonium changent le bilan de carbone de la planète. L'analyse de plusieurs sites des forêts boréales et d'Amérique du Nord, démontre que 400 kilogrammes de carbone sont absorbés pour chaque kilogramme d'azote déposé. Donc, le puits de carbone forestier s'en trouve augmenté. À première vue, ce résultat peut sembler positif. Toutefois, à long terme, les dépôts d'azote peuvent être nuisibles à l'écosystème des forêts. Et on ignore jusqu'à quel point l'effet des dépôts d'azote sur les puits de carbone sera maintenu dans le temps.

Défis mondiaux

Assainissement

L'ouvrage

Meeting Development Goals in Small Urban Centres: Water and Sanitation in World's Cities 2006

UN-HABITAT, 2006, 288 p. - Cote U2.139

La moitié des habitants de la planète vit dans des zones urbaines. Un tiers d'entre eux vivent dans une pauvreté extrême et n'ont pas accès aux services essentiels. Cet ouvrage met l'accent sur les déficiences existant dans le domaine de l'accès à l'eau et à l'assainissement, dans ces zones habitées par la population du monde en développement : les villes grandes et moyennes. S'appuyant sur des travaux de recherche non encore publiés menés par des experts dans la mise en œuvre de projets innovants, cet ouvrage constitue la première étude des problèmes rencontrés par les petits centres urbains, considérés comme revêtant une importance extrême par les Etats, les agences internationales, les ONG et les fournisseurs de services.

Le rapport web

Guide de la coopération décentralisée pour l'eau potable et l'assainissement

Aubourg, G. ; Desille, D. ; Grondin, P.-M. ; Le Jalle, C. ; Taquet, M., 2007, 65 p.

Le présent guide est publié par le groupe d'échanges sur l'action internationale de l'Etat et des collectivités territoriales mis en place sous l'égide de la Commission nationale de la coopération décentralisée et du Comité national de l'eau. Il a pour objectif de présenter aux acteurs français de la coopération décentralisée dans les domaines de l'eau et l'assainissement, le cadre d'intervention et les outils disponibles afin de leur permettre de s'engager largement dans de telles actions de solidarité. Il rappelle dans un premier temps les principes de l'engagement dans des actions de solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement, il présente les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale et leur contribution à la solidarité internationale, les moyens de financement, l'organisation pour la réalisation des projets, les partenariats, la communication et les partenaires et réseaux d'appui.

L'AGENDA

- 3-6 septembre 2007 - 3ème conférence internationale sur l'eau et le climat, Institut finlandais de l'environnement, UNESCO, OMS, Helsinki, Finlande
- 8 septembre 2007 - Journée internationale de l'alphabétisation, Nations unies
- 10-28 septembre 2007 - Comité des droits de l'homme, Nations unies, Genève, Suisse
- 12-14 septembre 2007 - Symposium international sur les nouvelles orientations de la gestion des eaux urbaines, Programme de gestion des eaux urbaines (UWMP), Paris, France
- 25-26 septembre 2007 - Forum Adefi sur la délinquance financière ; fraude, blanchiment, financement du terrorisme, sanctions judiciaires, atteintes à la réputation : comment réussir l'identification et la couverture de ces risques hétérogènes ? Paris, France
- 25-27 septembre 2007 - Le Web collaboratif pour le développement, CTA/Web2, Rome, Italie

L'article

About Corruption and Transparency in the Water and Sanitation Sector

Shordt, K. ; Stravato, L. ; Dietvorst, C., Document de travail, 2007, 39 p.

Les services d'eau et d'assainissement sont minés par la corruption. Au final ce sont toujours les pauvres qui font les frais des systèmes corrompus. Ce papier passe en revue les différentes questions relatives au secteur de l'eau et l'assainissement. Partant du constat qu'il y a très peu de travaux visant à améliorer la transparence dans ce secteur de l'eau et l'assainissement, il s'attaque au problème de la corruption. Il affirme qu'il existe des initiatives qui se sont avérées efficaces et qu'il est possible de tirer des leçons de ces cas isolés, notamment : la décentralisation et la privatisation ne sont pas des solutions immédiates ; elles ont au contraire soulevé de nouveaux défis ; il faut mettre davantage l'accent sur la participation ; intensifier l'information visant à favoriser l'appropriation par les communautés des services d'eau ; ne pas perdre de vue l'intérêt des pauvres ; veiller à ce que les ressources financières soient attribuées aux zones les plus pauvres pour tenter d'atteindre l'objectif du Millénaire relatif à l'eau.

Géographies

Guyane

L'ouvrage

L'histoire de la Guyane depuis les civilisations amérindiennes ; actes du colloque des 16, 17 et 18 novembre 2005, Cayenne

Mam-Lam-Fouck, S. ; Zonzon, J., 635 p. - **Cote H7.105**

En puisant dans leur champ de recherche, les chercheurs invités ont fourni un certain nombre de clés pour comprendre les parcours qui ont fait la Guyane. L'ouvrage offre des informations variées touchant à la biographie d'hommes politiques, d'administrateurs, de colons, de religieux ou d'aventuriers, mais également à des études concernant l'histoire de la conquête, du peuplement et de l'exploitation du pays. L'histoire culturelle y occupe une place importante. Ainsi sont présentés le mode de vie des colons des XVII^e et XVIII^e siècles, les pratiques religieuses et sociales de la mère Anne-Marie Javouhey, l'étude de la représentation coloniale des travailleurs « noirs » et l'analyse du discours de l'assimilation tenu par les « hommes de couleur » avant la départementalisation de 1946. La première partie de cet imposant ouvrage est réservée à la présentation de questions d'histoire amérindiennes et « noires marrones » notamment par le moyen des recherches archéologiques et anthropologiques.

Le rapport web

Surveillance épidémiologique du paludisme en Guyane

Chaud, P. ; Pacquet, C. ; Huguet, P. ; Cottrelle, B., 2006, 44 p.

La Guyane est le seul département français (avec la communauté territoriale de Mayotte) où le paludisme est présent à l'état endémique. Plus de 97 % des contaminations surviennent dans la zone de transmission permanente, située le long des fleuves frontalières avec le Surinam et le

Brésil, ainsi que dans les communes de l'intérieur du département. L'incidence annuelle y varie entre 80 et 300 cas pour 1 000 habitants selon les années et les communes concernées. Dans la zone littorale, la transmission du paludisme reste sporadique. L'objectif de ce rapport est d'établir un état des lieux du système actuel de surveillance du paludisme en Guyane et de faire des propositions pour améliorer ce système. Il s'appuie sur les conclusions d'une mission d'évaluation réalisée en novembre 2003 par la Cellule interrégionale d'épidémiologie d'Antilles-Guyane et le Département international et tropical de l'InVS et sur une série de consultations menées courant 2004 avec les différents acteurs du système de surveillance. Ces consultations ont permis d'élaborer de manière conjointe les propositions et les recommandations.

L'article

Handicap et petite enfance en Guyane française : une analyse des relations entre professionnels et familles

Gallibour, E., Santé publique, n° 1, 2007, pp. 19-29 - **Cote ART.143**

L'auteur rappelle que le transfert en Guyane française des politiques de santé publique n'a toujours pas permis de combler les retards d'équipements et le manque de personnel dans les établissements médico-sociaux. Il souligne que la gestion des enfants porteurs de handicaps dans ce département est fortement influencée par la croissance des populations immigrées et la vulnérabilité des situations administratives et socio-économiques des familles. Il décrit ensuite les obstacles que les professionnels du secteur médico-social doivent surmonter dans leurs activités quotidiennes.

Géographies

Maroc

L'ouvrage

Essai sur le déploiement du capital privé dans le secteur industriel au Maroc des origines à nos jours : le modèle d'accumulation du capital en question

Rami, M., 2007, 411 p.

Pourquoi le secteur privé s'est-il montré incapable de jouer le rôle de locomotive de développement au Maroc, pourtant indépendant depuis déjà un demi-siècle, situé qui plus est aux portes de l'Europe et ne manquant pas de ressources ? Pourquoi le privé est-il peu enclin à se risquer dans l'industrie marocaine ? M. Rami, Docteur en Sciences Economiques et Sociales tente d'apporter des réponses à cette question primordiale. Et pose de lui-même ses propres questions. Est-il ainsi envisageable, malgré la faiblesse persistante d'initiative et d'audace du capital privé, d'espérer qu'un développement durable et industriel prenne racine au Maroc ? Une thèse qui invite à la réflexion et tente de redéfinir le rôle de l'Etat au Maroc, donc de son épaisseur institutionnelle, de ses modalités et de son périmètre d'action...

Le rapport web

Maroc : document de stratégie 2007-2013

Commission européenne, 2007, 41 p.

Le présent document de stratégie par pays (DSP) établit un cadre stratégique dans lequel s'intègre l'aide de la Communauté européenne au cours de la période 2007-2013. Ce document décrit les objectifs de coopération de l'Union européenne, la réponse politique aux demandes exprimées par le Maroc ainsi que les domaines prioritaires de coopération, sur la base d'une évaluation complète de l'agenda politique du pays partenaire et de la situation politique et socio-économique. Le processus d'élaboration du document de stratégie est le résultat d'un suivi permanent de la part des services de la Commission de la situation

L'AGENDA

- 15 septembre 2007 - Réunion ministérielle Euromed sur ECOFIN, Commission/UE, Porto, Portugal
- 27-28 septembre 2007 - Forum Africa 2007 sur les Investissements et les Partenariats pour le développement durable en Afrique, Conseil canadien pour l'Afrique, Montréal, Canada
- 2-4 octobre 2007 - 1ère Convention Franco-Sino-Africaine, CICP, Paris, France
- 2-6 octobre 2007 - XXIIème édition du festival Médias Nord-Sud/Sécial Inde, Genève, Suisse
- 4-7 octobre 2007 - XVIIIème édition du Festival international de géographie : la planète en mal d'énergie-FIG/Ville de St Dié, Vosges, France

politique et économique du Maroc, suivi qui se fait en étroite collaboration avec les représentants du gouvernement et les représentants des Etats membres sur place.

L'article

The determining factors of foreign direct investment in Morocco

Bouoiyour, J., *Savings and Development*, n° 1-2007, pp. 91-105 - **Cote ART.289**

En utilisant un modèle économétrique, cet article est le résultat d'une étude des facteurs déterminants de l'investissement direct étranger (IDE) au Maroc de 1960 à 2001. Pendant cette période, le Maroc était l'un des destinataires les plus importants des investissements directs étrangers dans la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Cette période est caractérisée par l'adoption du plan d'ajustement de 1983 comportant des mesures complémentaires d'accompagnement pour une économie plus ouverte et plus flexible. Cette décision a été à l'origine d'un changement radical de la stratégie marocaine du développement économique. Pour cette étude, un modèle empirique a été utilisé à partir de quelques variables macro-économiques. Ce processus qui a permis d'obtenir une caractérisation générale de l'investissement direct étranger dans l'économie marocaine.

Organisations

IFRS

L'ouvrage

Des règles françaises aux IFRS: principales divergences

Price Waterhouse Coopers, 2007, 527 p.

Cet ouvrage propose une approche originale, pratique et pédagogique des IFRS à travers l'analyse de plus de 300 divergences entre les règles françaises et les IFRS. Elles sont développées selon trois approches : - Une approche stratégique par la mise en lumière des divergences clés France/IFRS que les dirigeants doivent connaître avant toute prise de décision. - Une approche technique par l'analyse des principales divergences applicables en 2007 et présentées par thème (actifs, passifs, produits, regroupement d'entreprises, ...) - Une approche opérationnelle de la conversion aux IFRS par la présentation d'un diagnostic et d'un plan d'action, des impacts stratégiques (sur les politiques de communication, de financement, d'acquisition, sociales, etc...) et des impacts sur les systèmes d'information.

Le rapport web

Résultat et performance financière en normes IFRS : quel est le contenu informatif du *comprehensive income* ?

Ramond, O. ; Batsch, L. ; Casta, J.-F., 2007, 38 p.

L'IASB et le FASB ont formé en 2003 un groupe de travail commun en vue de faire avancer le projet de création de normes de reporting de la performance financière. Intitulé à l'origine *Performance Reporting* et se référant à une conception étendue du résultat - le *comprehensive income* -, ce projet pose avec acuité la question de l'utilité du concept traditionnel de « résultat net » dans le référentiel international. Le présent article analyse la légitimité de l'introduction du *comprehensive income* dans le cadre du projet *Performance Reporting* au regard des critères de

qualité de l'information édictée par l'IASB. A partir d'un échantillon d'entreprises françaises et britanniques cotées, observées sur la période pré IFRS (1992-2004) et post IFRS (2005), les auteurs examinent la *value-relevance* et l'utilité informationnelle de trois mesures de performance : le résultat net, le résultat opérationnel et le *comprehensive income*. Ils mettent empiriquement en évidence : - leur association respective avec les rendements boursiers - la dominance, en variable agrégée, du résultat net sur le *comprehensive income* - l'information additionnelle, par rapport au résultat net, apportée par les *other comprehensive income*.

L'article

COREP (Common Solvency Ratio Reporting Framework) et FINREP (Consolidated Financial Reporting Framework) : où en sont les établissements français ?

Andrieu, E. ; Chouchène, A., *Revue Banque*, n° 692, juin 2007, 88-89 p.

Dans cet article, les auteurs se sont interrogés sur le niveau de conformité des établissements financiers français, l'avancement des travaux de ces derniers et, surtout, sur l'importance des difficultés auxquelles ils étaient confrontés au moment où devaient être déposés les états COREP/FINREP auprès des superviseurs européens (30/06/2007). Les états COREP/FINREP sont des *reportings* par nature différente : l'un prudentiel (COREP) et l'autre financier (FINREP). A ce titre, ils posent une double difficulté aux établissements financiers puisqu'ils devaient traiter ces deux projets de manière spécifique. Réaliser son *reporting* financier et prudentiel, nécessitait une compréhension des réglementations européennes ainsi qu'une adéquation du système d'information aux exigences imposées par la Commission bancaire. Sur ce point, tous les établissements financiers ne sont par parvenus au même degré de maturité réglementaire.

Organisations

Presse Sud

L'ouvrage

Les médias sous contrôle : liberté et responsabilité des journalistes au Sénégal

Gueye, I.T., 2006, 151 p. - Cote H7.102

Ce livre est le plaidoyer d'un journaliste de la télévision sénégalaise pour la liberté de la presse au Sénégal, et l'indépendance des journalistes face aux représentants des pouvoirs judiciaire, politique et économique. Au moment où l'accès aux médias publics apparaît difficile pour nombre d'acteurs de la société sénégalaise, se posent les questions d'accaparement des moyens d'information et du « bâillonnement de la presse ». Dès lors, l'exercice libre du métier de journaliste devient problématique parce que s'opère une économie de l'information qui érige des interdits, des tabous et des lignes de vérités contre lesquels il est impossible de transiger sans ambages.

Le rapport web

Reporters sans frontières : la liberté de la presse dans le monde en 2007

Reporters sans frontières, 2007, 164 p.

Ce rapport dresse un état des lieux de la situation de la liberté de la presse dans 98 pays. Ce document revient sur les principales violations des droits des journalistes survenues en 2006 et offre des perspectives thématiques et régionales sur l'état des libertés des médias et de l'Internet à travers le monde. Il recense les pires violations de la liberté de la presse commises dans les Etats répressifs, de la Corée du Nord à l'Erythrée, en passant par Cuba et le Turkménistan. Mais il s'intéresse également aux démocraties dans lesquelles des progrès restent à accomplir et des acquis sont menacés. Mépriser les journalistes a été la constante de nombreux Etats africains. Les gouvernements de la Corne de l'Afrique ont été les plus autoritaires envers la presse en 2006. Par ailleurs, l'impunité demeure sur le continent et les assassins de journalistes en Gambie et au Burkina Faso, notamment, bénéficient toujours de la protection de gouvernements complices ou de responsables politiques tout-puissants.

L'AGENDA

- 10-14 septembre 2007 - Conseil d'administration, PNUD/FNUAP, New York, Etats-Unis
- 18 septembre 2007 - Assemblée générale, 62ème édition, Nations unies, New York, Etats-Unis
- 20 septembre 2007 - Réunion des ministres des Affaires étrangères du G8, New-York, Etats-Unis
- 1er-11 octobre 2007 - Conseil du commerce et du développement, CNUCED, Genève, Suisse
- 9-10 octobre 2007- Conseil général de l'OMC, Genève, Suisse
- 21 octobre 2007 - Réunion du Comité de développement, organe conjoint du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, Washington, Etats-Unis

L'article

Speak no Evil. Mass Media Control in Contemporary China

Freedom House, 2006, 12 p.

Ce dossier offre un aperçu de la façon dont les autorités chinoises utilisent des méthodes de plus en plus sophistiquées pour censurer les médias du pays. Ce dossier « Ne pas dire de mal : le contrôle des médias de masse », montre comment le Parti communiste chinois (PCC) utilise certains mécanismes et exerce des pressions pour étouffer les affaires délicates sur le plan politique. L'un de ses moyens de contrôle est l'utilisation de « circulaires de propagande », documents contenant des instructions précises adressées aux médias de tout le pays et fournissant des directives. Un autre moyen de censurer consiste à désigner les cadres supérieurs qui ont la responsabilité de superviser le contenu des nouvelles de leurs entreprises respectives. Les perspectives de carrière de ces administrateurs de médias dépendent de leur efficacité à produire un contenu médiatique ne soulevant aucune controverse politique. Freedom House décrit la Chine comme un environnement « non libre » pour les médias et classe le pays au 177ème rang sur un total de 194 pays. Il la classe également comme un pays « non libre » sur les droits civils et politiques.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

The Bottom Billion

Collier, P., 2007, 228 p. - Cote R3.183

S'il est avéré que la pauvreté mondiale est en recul, il reste que, dans une cinquantaine d'Etats fragiles, les plus pauvres sont dans une situation qui s'aggrave de façon tragique. Un milliard de personnes, vivant avec moins d'un dollar par jour, sont laissées pour compte, tandis que le reste du monde continue de progresser, avec toutes les menaces qui pèsent non seulement sur elles mais aussi sur la stabilité mondiale. Pourquoi les pays les plus pauvres résistent-ils aux nombreuses tentatives de la communauté internationale de les aider ? Pourquoi est-ce que tout semble inefficace ? L'auteur s'intéresse aux questions de corruption, d'instabilité politique et de gestion des ressources, qui sont selon lui à la racine du problème. Il rend compte du combat acharné entre dirigeants corrompus et soi-disant réformateurs, et du rôle de facteurs tels que la guerre civile, la dépendance à l'exportation des ressources naturelles et le manque de gouvernance qui entraînent inexorablement les pays dans une spirale descendante de déclin économique et social. L'auteur examine les raisons de l'inefficacité de l'aide conventionnelle et propose un nouveau plan d'action comprenant des mesures de lutte contre la corruption, des politiques commerciales préférentielles, et quand c'est nécessaire, l'intervention militaire directe.

Le rapport web

An Overview of the Main Trends of ODA Flows

International Development Association, 2007, 61 p.

Ce rapport propose des données et analyses de données destinées à servir de base de discussions pour les futurs débats sur le rôle de l'IDA dans l'élaboration de l'architecture de l'aide internationale. Le rapport passe en revue les différentes tendances des flux d'aide publique au développement, la complexité croissante du système d'aide internationale existant ainsi que les perspectives et les défis qu'il comporte pour la communauté des bailleurs de fonds.

L'AGENDA

- 7-8 septembre 2007 - La croissance mondiale tirée par le Sud : Afrique du Sud, Brésil, Chine et Inde, Université des Nations Unies, Helsinki, Finlande
- 10-20 septembre 2007 - 409ème Comité du Fonds européen de développement, FED, Bruxelles, Belgique
- 17-19 septembre 2007 - Intergovernmental Forum on Mining, Minerals, Metals and Sustainable development, CNUCED, Genève, Suisse
- 20-21 septembre 2007 - Réunions d'experts sur les incidences des services financiers sur le commerce et le développement, CNUCED Genève, Suisse
- 4-5 octobre 2007 - Forum : comment l'OMC peut-elle aider à maîtriser la mondialisation, Genève, Suisse

L'article

European Development Cooperation to 2010

Maxwell, S. ; Engel, P. ; Leiteritz, R. J. ; Mackie, J. ; Sunderland, D. ; Woll, B., Working Paper, n° 219, 2007, 31 p.

L'aide au développement européenne a subi nombre de changements significatifs depuis la fin des années 1990. Or, une nouvelle vague de mutations pourrait se profiler à l'horizon. Le calendrier est en effet chargé d'une série de décisions complexes qui devraient s'étendre jusqu'à la fin de la décennie. L'éventail de questions s'étend de la relation entre politique étrangère et développement, passant par l'impact de l'élargissement et l'avenir des relations EU-ACP, jusqu'aux questions relatives au rôle des commissaires européens et la structure de la Commission. Cet article présente l'ordre du jour de l'Europe en six chapitres axés sur les thèmes suivants : (a) le développement à l'horizon 2010 ; (b) l'Europe dans le monde ; (c) le commerce ; (d) développement et aide humanitaire (e) politique et partenariat ; et (f) l'architecture de l'aide au développement.

A ne pas manquer

L'ouvrage

Les multinationales de l'eau et les marchés du Sud : pourquoi Suez a-t-elle quitté Buenos Aires et La Paz ?

Botton, S., 2007, 69 p.

Le désengagement progressif des multinationales de l'eau des pays du Sud, et en particulier le départ de Suez des marchés argentins et boliviens, invitent à analyser en profondeur, au-delà des débats sur le statut public/privé de l'opérateur, la complexité des imbrications services d'eau / sphère politique / attentes citoyennes. Afin de débattre des principaux enjeux de cette évolution, le GRET et le LATTs ont organisé conjointement une table ronde en invitant à la discussion des acteurs issus de l'entreprise, de la recherche et du monde associatif.

Le rapport web

South Asia Economic Report: Social Sectors in Transition

Asian Development Bank, 2007, 73 p.

Cette seconde édition du Rapport économique de l'Asie du Sud s'intéresse aux transformations en cours dans les secteurs sociaux en mettant l'accent sur l'éducation et la santé. Il explore les diverses tendances actuelles et leur impact sur l'éducation et la santé et propose des recommandations visant à faciliter ces mutations. Le rapport confirme les considérables progrès enregistrés par l'Asie du Sud dans le domaine du développement humain. Il attire cependant l'attention sur le fait que la région est toujours en retard par rapport aux autres régions du monde, puisqu'en termes de résultats, elle se situe immédiatement derrière l'Afrique subsaharienne. Le rapport conclut que la région doit faire face à un certain nombre de défis pour réaliser les Objectifs du Millénaire (ODM) en matière d'éducation et de santé.

L'article

Les frontières chinoises de l'Internet

Douzet, F., Herodote, n° 125, 2007, pp. 127-141

Depuis le milieu des années 1990, la croissance exponentielle du nombre d'utilisateurs, de la quantité de données et de services en ligne et l'extension au reste de la planète ont posé de nouveaux défis en terme de régulation de l'Internet, engendrant des rivalités de pouvoir entre organismes de gestion du réseau, gouvernements nationaux, communautés d'utilisateurs et entreprises. Des groupes minoritaires ont décelé les formidables potentialités du réseau pour faire entendre leur voix et s'opposer aux régimes totalitaires. Face à cette croissance phénoménale, les autorités chinoises ont réussi à concocter un savant alliage de technologie de pointe et de traditions politiques ancestrales pour museler l'opposition politique et contrôler le contenu de l'Internet. Le gouvernement pratique à la fois un filtrage de l'information à la source, qui s'appuie sur la collaboration technologique et politique de compagnies étrangères contraintes de se plier aux règles locales pour faire des affaires, une patrouille policière de surveillance permanente des échanges et une autocensure stimulée par une législation et une répression sévères.

Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : micro-assurance, démographie
- GEOGRAPHIES : Algérie, Niger
- ORGANISATIONS : CEA, SEM

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Responsable de la rédaction : Véronique SAUVAT

Coordination : Sylvie SCIANCALEPORE, Véronique SAUVAT

Réalisation : Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Annie LOPEZ-PORTZERT, Chantal SARALLIER, Sylvie SCIANCALEPORE

Graphisme : Solange Münzer • **Saisie/mise en page :** Francine GILBERT

ISSN 1776-1069

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43